

Par Natacha Polony

## VOILÀ CE QUI FAIT QUE LA FRANCE SERA MUETTE

**O**n devrait toujours lire les déclarations des chanceliers allemands. En général, elles nous concernent. On ne parle pas (par charité) du bilan d'Angela Merkel, qu'il était interdit de critiquer de ce côté-ci du Rhin sous peine d'être traité de germanophobe. La fermeture brutale de toutes les centrales nucléaires pour des accords électoraux et la tentative de torpillage de la filière française, voilà qui était visionnaire. Mais Olaf Scholz n'est pas en reste, et la guerre en Ukraine est l'occasion d'un changement stratégique majeur dont la France n'a pas fini de voir les conséquences. L'annonce du réarmement de l'Allemagne à hauteur de 100 milliards d'euros sur cinq ans aurait déjà dû donner lieu, en France, à une réflexion de fond sur les grands équilibres en Europe. Car elle s'inscrit, bien évidemment, dans le cadre du conflit ukrainien et du renouveau de l'Otan comme outil d'alignement des alliés européens sur les intérêts stratégiques américains.

**Mais il y a mieux. Olaf Scholz, dans une tribune publiée par le Frankfurter Allgemeine Zeitung le dimanche 17 juillet,** pointait un changement d'ère, un « Zeitenwende », et exhortait les pays européens à l'unité en ces termes : « *La désunion permanente entre les États membres nous affaiblit. C'est pourquoi la réponse la plus importante de l'Europe au "Zeitenwende" est la suivante : l'unité.* » Et il ajoutait : « *Pour moi, cela signifie la fin du blocage égoïste des décisions européennes par les États membres individuels. Fini les [États membres] qui font cavalier seul et qui nuisent à l'Europe dans son ensemble. Nous ne pouvons tout simplement plus nous permettre des veto nationaux, par exemple en matière de politique étrangère, si nous voulons continuer à être entendus dans un monde de grandes puissances concurrentes.* » On peut, bien sûr, y voir une allusion à peine voilée aux positions problématiques de la Hongrie envers la Russie, positions qui ont obligé à de longues négociations depuis le déclenchement de la guerre. Mais, on l'aura compris, il s'agit de passer au vote à la majorité qualifiée pour les questions de politique étrangère, et la conséquence en sera simple : ni plus ni moins que la fin de toute forme de politique étrangère française.

On a vu ce qu'a donné la présidence française du Conseil de l'Union européenne en ce début de conflit : le président, dont la parole engageait l'ensemble des pays de l'Union, ne pouvait parler librement au nom de la France. Il est allé aussi loin qu'il a pu dans la recherche d'une « troisième voie » qui n'inféode pas totalement l'Europe au fantasme américain d'affrontement ultime avec la Russie, tout en incarnant un

Conseil comptant parmi ses membres la Pologne ou les pays Baltes. La quadrature du cercle. On se doute bien que, avec des décisions à la majorité qualifiée, la volonté française de porter une « Europe européenne », selon les mots du général de Gaulle, donc une Europe non américaine, disparaîtrait dans les limbes.

**Le plus affligeant est dans la capacité des élites médiatico-politiques françaises à garder les yeux grands fermés** en expliquant qu'il s'agit là des fantasmes complotistes de souverainistes germanophobes. Il faut pourtant constater que le chancelier allemand se donne du mal pour justifier leurs alertes. Ajoutons que le jour où la politique étrangère sera « européenne », le siège au Conseil de sécurité le sera aussi...

Pourtant, l'idée d'une Europe embrigadée par une Allemagne prompt à mobiliser ses alliés et soutiens, Pays-Bas et Autriche en tête, n'enthousiasme pas particulièrement les pays du Sud – Espagne, Grèce ou Portugal. Les récentes négociations sur le gaz l'ont montré (lire p. 6). Et l'on pourrait ajouter l'épineuse question de la gestion des migrants, après un rapport sur les renvois côté turc par les autorités grecques, avec l'accord tacite de Frontex. La ministre des Affaires étrangères allemande, en visite à Athènes, s'est payé le luxe d'une leçon de morale. En revanche, de réflexion sur la nécessaire réforme de l'absurde règlement de Dublin, il n'y eut pas...

**AU CONSEIL DE L'UE, LE VOTE À LA MAJORITÉ QUALIFIÉE AURA UNE CONSÉQUENCE : LA FIN DE TOUTE FORME DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE FRANÇAISE.**

**Le contexte de ces tentations hégémoniques allemandes n'est pas anodin.** Plus que jamais, l'Otan est une machine à embrigader l'Europe dans les guerres américaines. Au moment où Nancy Pelosi effectue une visite à Taïwan, il faut se souvenir des efforts – non couronnés de succès – d'Emmanuel Macron pour que le dernier rapport de l'Otan n'intègre pas deux paragraphes sur le danger incarné par la Chine. L'objectif de ce rapport était bien d'acter le fait que la nouvelle guerre froide (devenue plus que chaude, depuis) avec la Russie devait « fixer » celle-ci, avec l'aide de l'Europe, pour permettre la bascule des forces américaines vers le véritable point névralgique : la mer de Chine. On pense alors à cette référence classique des stratèges internationaux : la thèse de Thucydide d'une puissance hégémonique obligée d'entrer en guerre avec une puissance montante, de peur d'être dépassée...

Dans un contexte aussi inflammable, la voix traditionnelle de la France, puissance nucléaire se voulant indépendante, voire non alignée, même si alliée des États-Unis, sera plus que jamais nécessaire. Encore faut-il que les élites françaises veuillent la faire perdurer et s'en donnent les moyens. ■